



"M. le Président, faites cesser ces violences envers les migrants !"



[LETTRE OUVERTE] Points d'eau supprimés, distributions alimentaires entravées par les forces de l'ordre, violences physiques : les témoignages, rapports et reportages font état ces derniers jours d'actes de maltraitance inhumains insupportables envers les 600 exilés à Calais. Dans cette lettre adressée au président de la République, Emmanuel Macron, plusieurs personnalités demandent à ce que ces violences cessent.

M. le président de la République,

Depuis plusieurs années maintenant, des milliers de migrants transitent chez nous, à Calais, en espérant atteindre la Grande-Bretagne. Ils aspirent à une vie meilleure. Ils ont fui leur pays, leurs proches, leurs familles, ont parcouru des milliers de kilomètres, ont échappé au pire : la faim, la soif, la répression, l'esclavage, la mort. Ils espèrent et attendent sur notre territoire dans des conditions qui ne nous honorent pas. Ces conditions nous font honte. C'est pourquoi M. le Président, nous, associations, ONG, chercheurs, journalistes, écrivains, avocats, artistes, comédiens, réalisateurs, élus, policiers, enseignants, décidons de vous interpeller.

Depuis le démantèlement **du** camp de Calais fin octobre 2016, les associations et organisations non gouvernementales dénombrent 600 migrants sur place. Celles-ci se battent pour leur assurer ce qu'il y a de plus élémentaire : de l'eau et de la nourriture. Mais voilà deux semaines que les autorités rendent cette tâche difficile. Qu'une "sorte de traque" est organisée pour reprendre les propos **du** Défenseur des droits dont les collaborateurs se sont **rendus** sur place. Nous avons lu que des officiers de police interdisent à des migrants de se rendre à une distribution de vivres. Nous avons aussi pris connaissance de ces témoignages de bénévoles, rapportés par plusieurs journalistes, qui racontent comment les CRS les ont empêchés de donner à boire à des exilés dont des enfants. Nous avons appris que tous les points d'eau ont été supprimés, que les exilés dorment à même le sol. Nous avons aussi lu ces récits de migrants qui racontent qu'on les frappe, qu'on les gase. Qui donne ces ordres ? Est-ce donc cela, selon vous, une police qui protège et qui sert ? Les forces de l'ordre ne méritent-elles pas mieux que d'assoiffer des femmes, des hommes, des enfants déjà exténués par leurs conditions de survie ? Est-ce faire honneur aux policiers que de les assigner à des tâches si inhumaines ?

Vous le savez, ces faits sont constitutifs d'une "atteinte aux droits fondamentaux d'une exceptionnelle et inédite gravité". La justice a été saisie, et nous avons bon espoir qu'au moins, les pressions sur les associations cessent afin qu'elles puissent faire leur travail correctement, afin qu'elles puissent assurer le minimum. Mais vous avez le pouvoir d'agir afin que ces pressions cessent dans l'heure. Et vous avez un pouvoir plus grand encore, celui de mettre en place une politique migratoire digne comme le demandent plus de 200 organisations.

Il y aurait, lit-on, une volonté des pouvoirs publics de ne plus voir de migrants à Calais. Mais il y a une volonté plus grande encore : celle qu'ont ces migrants de vouloir construire une vie meilleure pour eux et leurs familles. Aucun gouvernement ne parviendra jamais, et par quelque mesure que ce soit, à empêcher un individu que la mort, la faim ou la répression poursuit d'aller vers là où la vie est plus douce.

Alors nous vous proposons de faire vôtre une autre volonté : celle de ne plus voir, sur notre territoire, d'individus, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, victimes de violences et de traitements inhumains et dégradants exercés par l'État. Cela commence par mettre fin à ce qui se passe à Calais. C'est une question d'humanité. Nous ne vous demandons pourtant pas d'être généreux ; il n'est pas question de sacrifier la raison au cœur ; il s'agit seulement, au lieu de mener une politique inutile, et inutilement violente, de respecter les droits humains.

Signataires :

La rédaction **du** Bondy Blog – Yannick Jadot, député européen – Omar Sy, acteur – Association Auberge des migrants – Assa Traoré, comité Adama – Hélène Sy, présidente de l'association Céked**du**bonheur – Camille Louis, sociologue – Jean-Luc Mélenchon, député européen – Sud Intérieur-Union syndicale solidaires, syndicat de police – Marie-Françoise Colombani, journaliste – Florence Thune, directrice générale de Sidaction – La Caution, artistes – Malik Salemkour, président de la LDH – Laurence De Cock, historienne – Raphaël Kempf, avocat – Françoise Sivignon, présidente de **MédecinsduMonde** France – Mathilde Larrère, historienne – Alain Gresh, journaliste – Marwan Mohammed, sociologue au CNRS – Aïssata Seck, maire-adjointe de Bondy – Nordine Nabili, journaliste, enseignant – Eric Fassin, sociologue – Christine and the Queens, artiste – Geoffroy de Lagasnerie, philosophe, sociologue – Laurent Cantet, réalisateur – Océanrosemarie, comédienne – Nadia Lamarkbi, formatrice, coach professionnelle – Christophe Ruggia, réalisateur – Véronique Decker, directrice d'école – Nadia Leila Aïssaoui, sociologue, féministe – Céline Sciamma, réalisatrice, scénariste, co-présidente de la Société des Réalisateurs de Films – Etienne Tassin, sociologue – Marwan Muhammad, directeur **du** Ccif – Marie-Laure Basilien, professeur des Universités en droit public, membre de l'Institut universitaire de France – Ziad Majed, politiste, professeur universitaire – Edouard Louis, écrivain – Médine, artiste – Didier Eribon, philosophe – Alice Diop, réalisatrice – Magyd Cherfi, chanteur, écrivain – Laurent Chalumeau, auteur de polars – Mohamed Hamidi, réalisateur – Robin Campillo, réalisateur – Yasmine Bouagga, sociologue – Alain Mikowski, avocat – Rokhaya Diallo, journaliste – Pascale Ferran, réalisatrice – Association Itinérance Cherbourg – Raphaël Yem, animateur TV, fondateur de Fumigène magazine – Akram Belkaïd, journaliste, écrivain – Pouria Amirshahi, député, fondateur **du** "Mouvement Commun" – Nora Hamadi, journaliste – Raphaël Glucksmann, essayiste – Faïza Guène, écrivain – Julien Salingue, docteur en science politique – Syndicat de la magistrature – Madjid Messaoudene, conseiller municipal délégué, Saint-Denis, Pierre-Emmanuel Barré, humoriste